

La récidive de la contravention prévue au présent article est réprimée conformément aux articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

R. 1255-3

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas fournir à Pôle emploi, dans le délai prévu à l'article **R. 1251-7**, le relevé des contrats de mission, en méconnaissance des dispositions de l'article **L. 1251-46**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

R. 1255-4

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait d'adresser à Pôle emploi un relevé des contrats de mission non conforme aux prescriptions de l'article **R. 1251-8** est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

R. 1255-5

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de méconnaître les dispositions relatives à la possession, au contenu, à l'envoi et à la mise à disposition de l'attestation de garantie financière prévues par l'article **R. 1251-14** est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

R. 1255-6

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas faire figurer sur les documents concernant l'entreprise de travail temporaire, notamment sur les contrats de mise à disposition et les contrats de mission, le nom et l'adresse du garant ainsi que la référence à l'article **L. 1251-49**, en méconnaissance des dispositions du premier alinéa de l'article **R. 1251-15** est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Le fait de méconnaître les dispositions relatives à l'affichage des informations sur la garantie financière prévu au second alinéa de l'article **R. 1251-15**, est puni de la même peine.

R. 1255-7

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas informer de la cessation de la garantie les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ainsi que les organismes chargés du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, en méconnaissance des dispositions de l'article **R. 1251-31**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

Section 2 : Groupements d'employeurs

R. 1255-8

Décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait, pour la personne responsable de la gestion des installations ou des moyens de transports collectifs dans l'entreprise utilisatrice, d'empêcher un salarié temporaire d'avoir accès, dans les mêmes conditions que les salariés de cette entreprise, à ces équipements collectifs, en méconnaissance des dispositions de l'article **L. 1253-14**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.